



14^e colloque international des finances publiques sous le thème : Les grands défis des finances publiques au XXI^e siècle – novembre 2021

Quelle intervention des pouvoirs publics face aux défis économiques

Les finances publiques et le soutien à la croissance

NABIL ADEL

*Professeur de géopolitique et d'économie internationale et
Directeur du Groupe de Recherche en Géopolitique et Géoéconomie,
ESCA-Ecole de Management*

Plan de l'intervention

- **Contextualisation**
- **Revue de littérature**
- **Qu'en est-il du Maroc ?**
- **Changer de perspective**
- **De l'Etat stratège au Maroc**



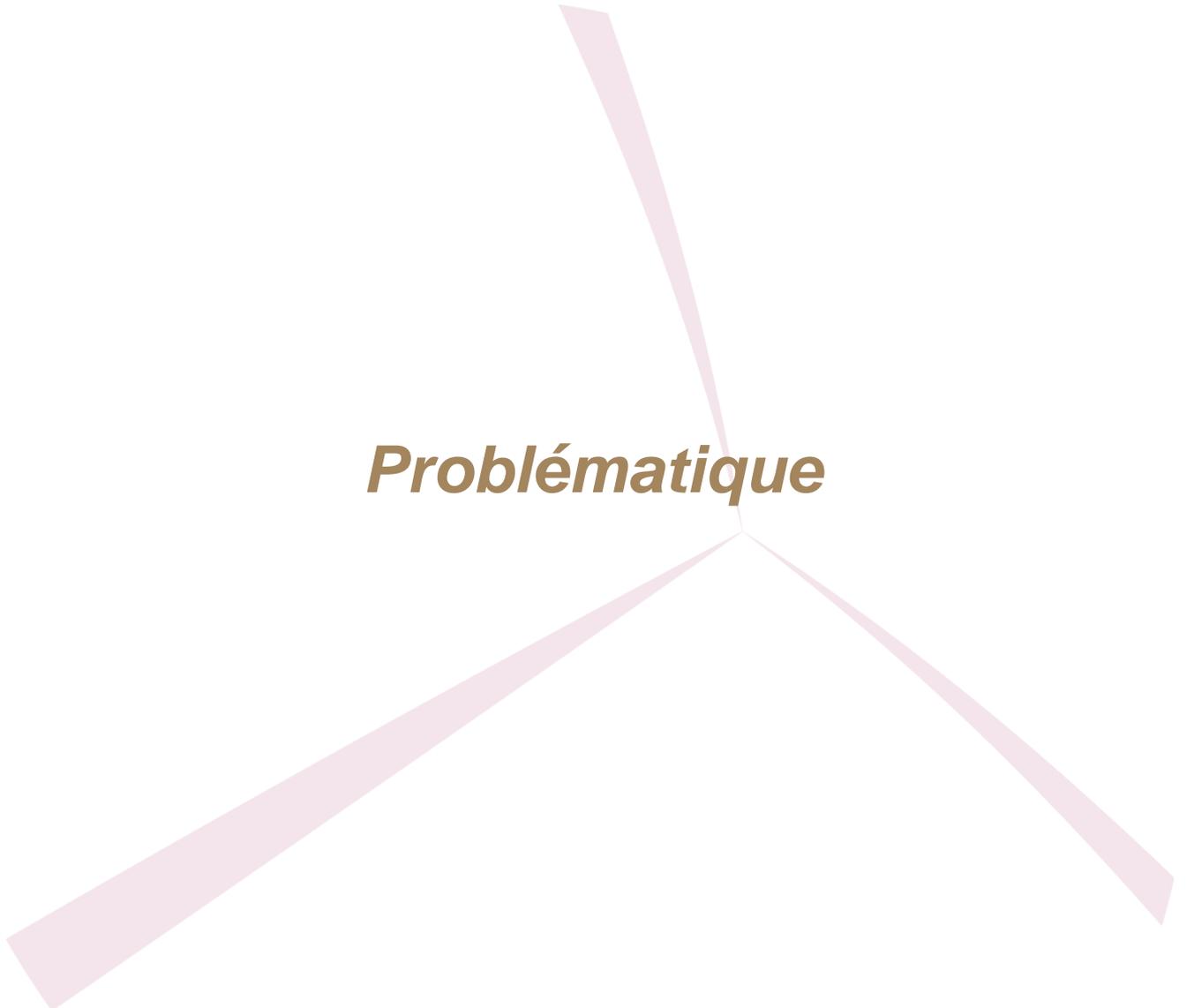
Contextualisation

- Rôle du budget dans la croissance économique : dominé par les recettes Keynésiennes et l'effet multiplicateur.
- Quand les marchés sont incapables par le mécanisme des prix de **ramener l'outil de production à une situation de plein emploi** → Etat doit mobilise l'instrument monétaire dans un premier temps et budgétaire par la suite.
- Plein emploi (output gap) :

production potentielle (potential output) – production réelle (real output)

- Les modèles théoriques se sont sophistiqués depuis, mais l'idée de base est restée peu ou prou la même.
- Cadre analytique Keynésien → résoudre le problème de sous-emploi généralisé rencontré par les pays développés à économie de marché consécutivement à la grande crise de 1929, et qui avait conduit dans le contexte bien particulier de l'entre-deux guerres à un chômage massif.

Contexte bien particulier → non généralisable ni dans le temps ni dans l'espace



Problématique

- Dans un pays développé, la relation entre budget et croissance vise à **réduire l'output gap**. Pour un pays en développement, il s'agit d'**augmenter le niveau de production potentielle** (changer d'échelle) et non simplement atteindre le plein emploi (mieux utiliser l'échelle existante).
- Passer de la **macroéconomie keynésienne** à l'**économie de développement schumpétérienne**

La question fondamentale sur le rôle de l'Etat en phase de décollage économique :

- **Comment aligner les politiques économiques structurelles et conjoncturelles (dont le budget) pour augmenter l'output potentiel ?**
- **Ou plus précisément, quel rôle doit jouer l'Etat dans cet alignement ?**



Revue de littérature

Conceptuellement, il s'agit de répondre à ces 2 questions :

- **Y a-t-il un lien entre budget et croissance économique ?**
- **Dans quel sens s'exerce ce lien quand il existe ?**

Trois courants de pensée y ont apporté des réponses fort divergentes tant sur le sens de la relation que sur son intensité.

Keynes : Hausse des dépenses publiques → une expansion de la demande réelle (investissement des entreprises et consommation finale des ménages) → réduction de l'output gap → croissance économique (multiplicateur).

Wagner : observation empirique que la hausse du revenu national → augmentation des dépenses publiques

Convergence sur l'impact et divergence sur le sens

Néoclassiques :

- Croissance des dépenses publiques → ralentir la performance économique → hausse des impôts ou endettement.
- De même, un accroissement des dépenses publiques → effet d'éviction sur l'investissement privé.

Divergence sur l'impact

Néoclassiques :

- Théorème d'équivalence de Ricardo-Barro : hausse dépenses publiques (financées par la dette) = neutralisation par les agents économiques → Recours à l'épargne (au lieu de la consommation et l'investissement),
- Anticipation d'une hausse des impôts pour financer la dette publique ayant financé la relance.

Divergence sur l'impact

Empiriquement, les principales conclusions sont :

- Pas de lien systématique avéré entre dépenses publiques et la croissance. L'existence d'une relation, son sens et son intensité varient selon les pays, leur stade de développement, la périodicité d'analyse et la méthode économétrique utilisée (**Dudzevičiūtė Šimelytė Liučvaitienė, 2017**).
- Globalement faible ou impact négatif des dépenses publiques sur la croissance économique (**Landau, 1983 ; Barro, 1990 ; Bose and al., 2007 ; D'Agostino and others, 2016 ; Butkiewicz and Yanikkaya, 2011 ; Hamzah, 2011**).

- Sur la base d'une méta-étude de 149 estimations : (i) dépenses publiques préjudiciables à la croissance et (ii) cet effet négatif était plus prononcé dans les pays développés que dans les pays en développement **(Churchill et Yew, 2017)**.
- L'effet négatif des dépenses publiques est aggravé dans les environnements où les institutions sont faibles et où la corruption est répandue **(D'Agostino and other, (2016))**.



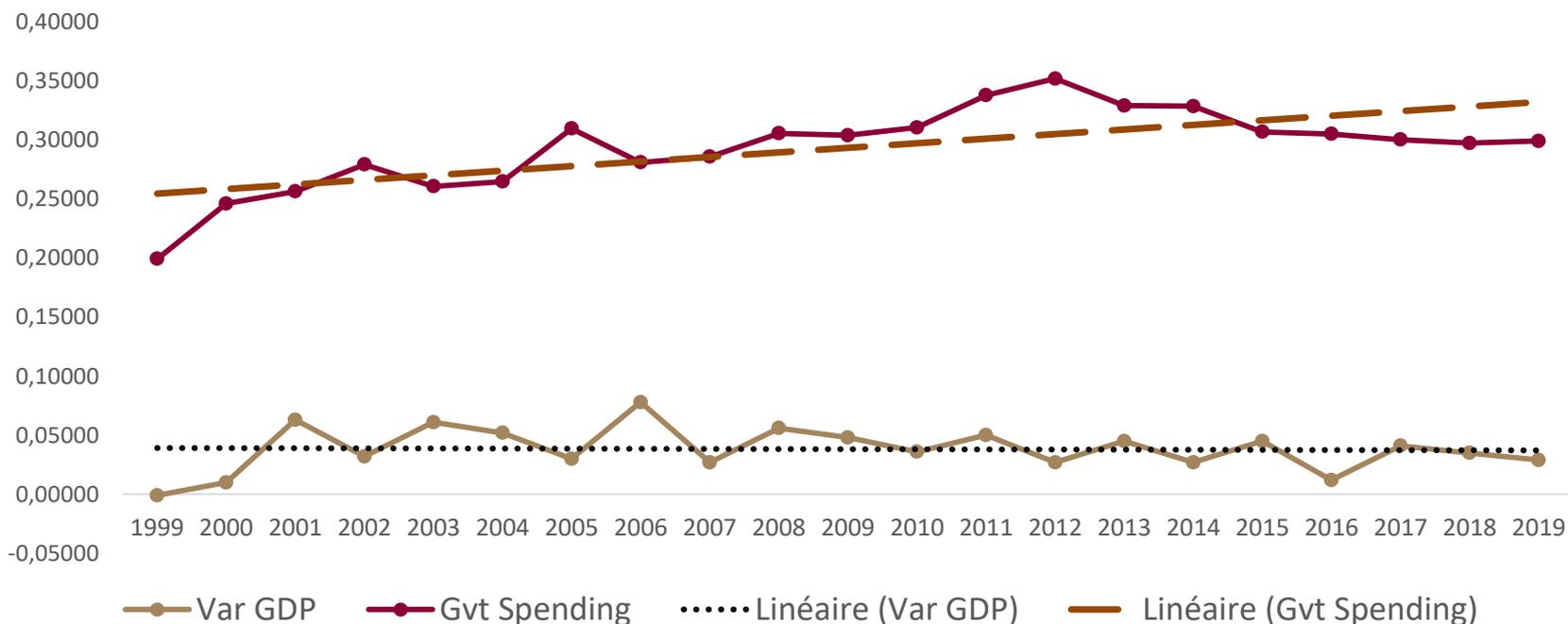
Qu'en est-il du Maroc ?

Qu'en est-il du Maroc ?

- Fragilité de la performance budgétaire corroborée par une faible soutenabilité **(Tounsi and El Mokri, 2017)**.
- Politique budgétaire procyclique (pays en développement), alors qu'elle est contracyclique (pays développés). De surcroît elle réagit de manière acyclique aux chocs de l'offre et de la demande **(Baadi, 2015)**.
- Relation positive et statistiquement significative entre dépenses publiques de santé et croissance économique et négative pour les dépenses publiques d'éducation. Pour les dépenses d'infrastructure, l'impact est en deçà des enjeux de croissance économique **(Hettabi and El Abbassi, 2017)**.

- Aucun lien entre l'évolution des dépenses publique et la dynamique de la croissance.
- Dépenses publiques passées de 20% à 35% du PIB, croissance restée tassée.

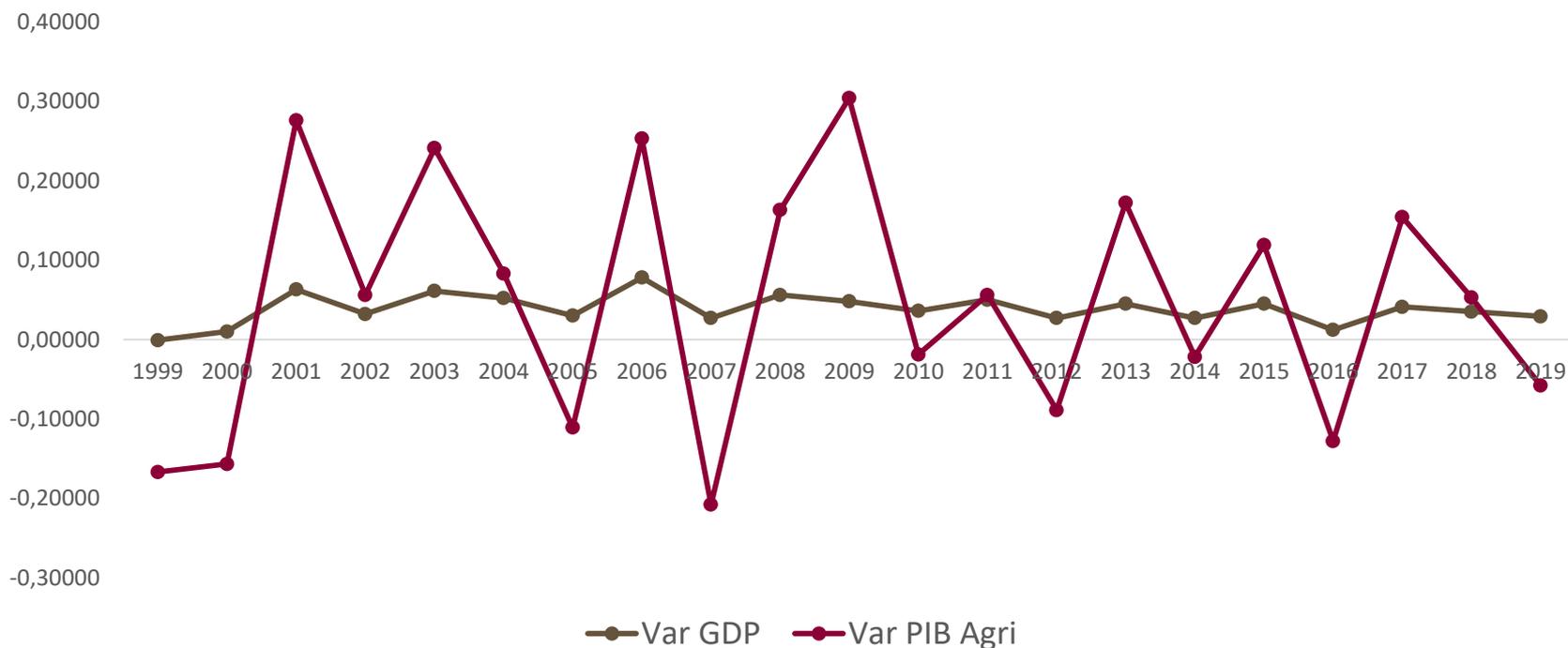
Dépenses publiques et croissance économique au Maroc



Source : FMI

- Croissance réagit très peu aux politiques économiques de court terme et demeure marquée par l'élément structurel caractéristique de notre économie = poids de l'agriculture

Activité agricole et croissance économique au Maroc

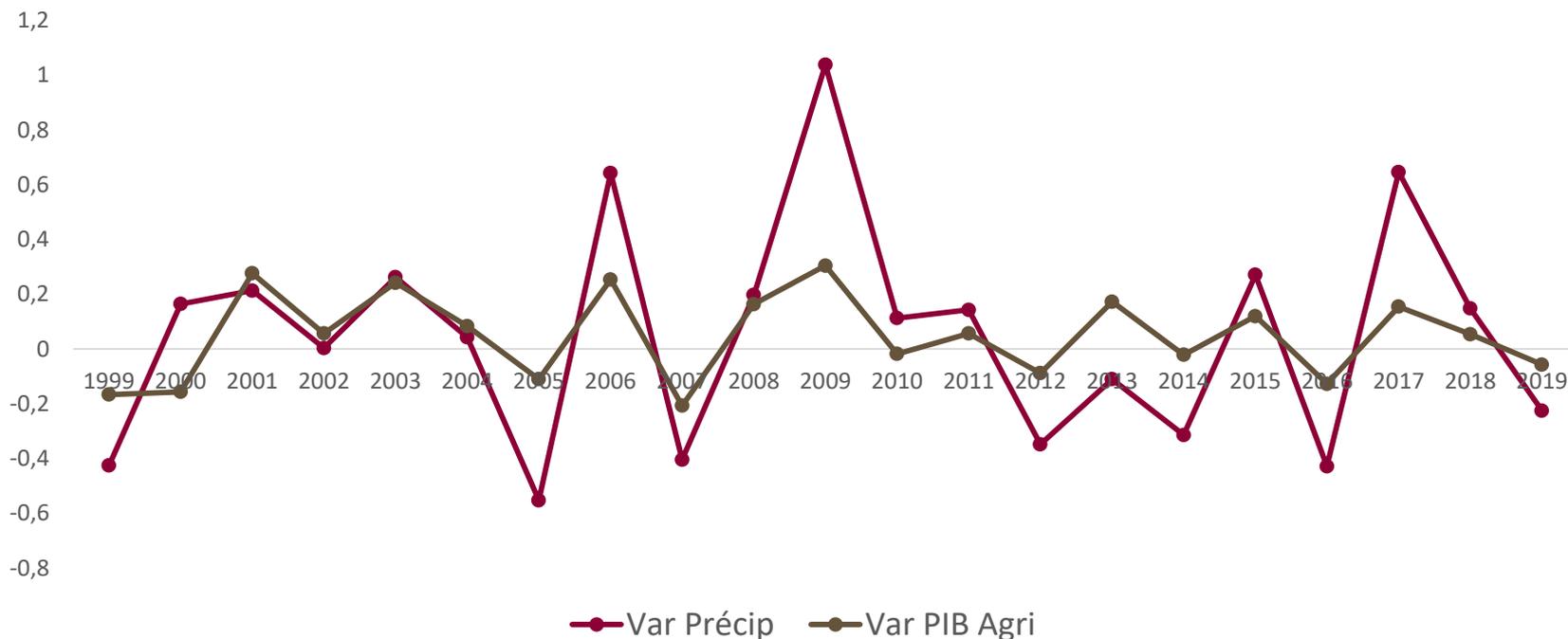


Source : FMI et HCP

Qu'en est-il du Maroc ?

Le niveau de pluviométrie agit davantage sur la production nationale que les politiques économiques menées par les autorités.

Activité agricole et pluviométrie au Maroc



Source : FMI et HCP

Tableau des corrélations

Effet structurel

	Var GDP	Var Précip	Var PIB Agri	Var pop	Var Credit	Invest	Epargne	Dépense pub	Inflation	Compte courant
Var PIB Agri	100,00%									
Var Précip	63,12%	100,00%								
Var PIB Agri	86,45%	79,42%	100,00%							
Var pop	8,64%	-1,85%	2,48%	100,00%						
Var Credit	16,21%	0,73%	-12,81%	31,91%	100,00%					
Investissement	12,86%	7,75%	6,31%	-56,39%	23,69%	100,00%				
Epargne	42,02%	18,61%	27,18%	-47,14%	35,92%	72,99%	100,00%			
Dépenses publ	17,14%	-3,82%	6,57%	-53,28%	-5,56%	77,41%	52,42%	100,00%		
Inflation	14,56%	-21,29%	-13,48%	19,72%	41,11%	2,51%	6,67%	4,90%	100,0%	
Compte courant	18,63%	5,65%	15,18%	39,43%	-2,97%	-79,81%	-17,12%	-65,09%	2,86%	100,00%

Effet d'éviction

Absence de lien G/Y

Source : FMI, HCP et calculs auteur

Corrélation (-) G/X-M

La corrélation n'implique pas la causalité

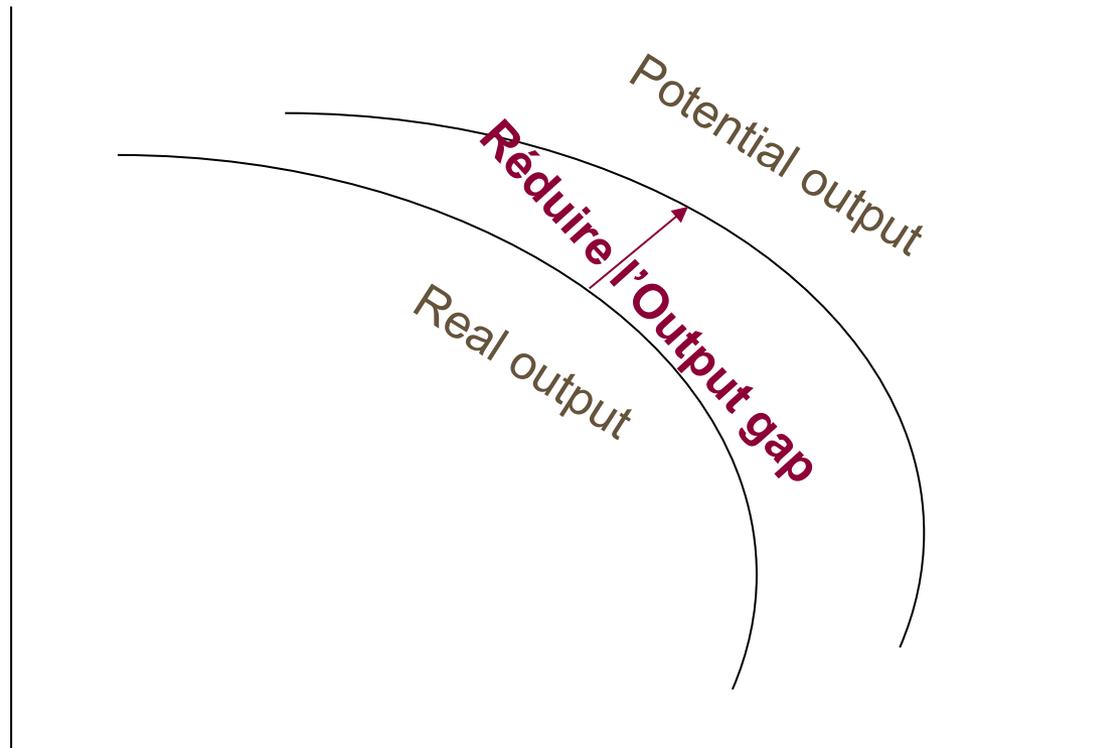
Qu'en est-il du Maroc ?

- Absence d'adéquation entre moyens mobilisés (**nature des dépenses**) et résultats escomptés (**croissance économique**).
- Outil de production à porter au plein emploi est **inexistant ou insuffisamment compétitif**.
- **Faible intégration des tissus productifs** pour diffuser par l'effet multiplicateur en amont et en aval.
- Politique budgétaire expansive : effet limité sur la croissance, mais **forte pression sur les comptes publics et extérieurs du pays**.



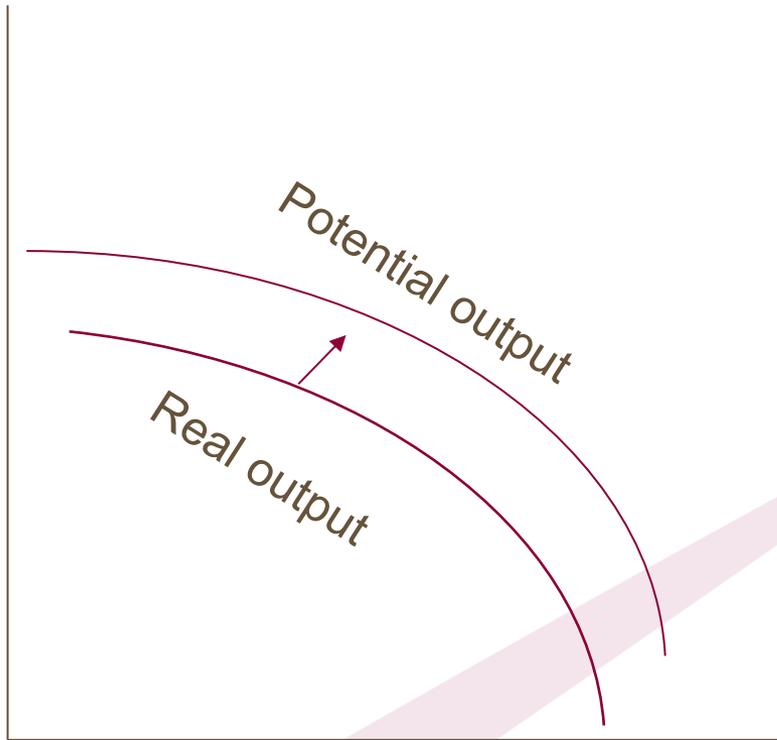
Véritables enjeux

Finalité politique économique conjoncturelle (monétaire ou budgétaire) est de **rapprocher la production réelle de la production potentielle.**

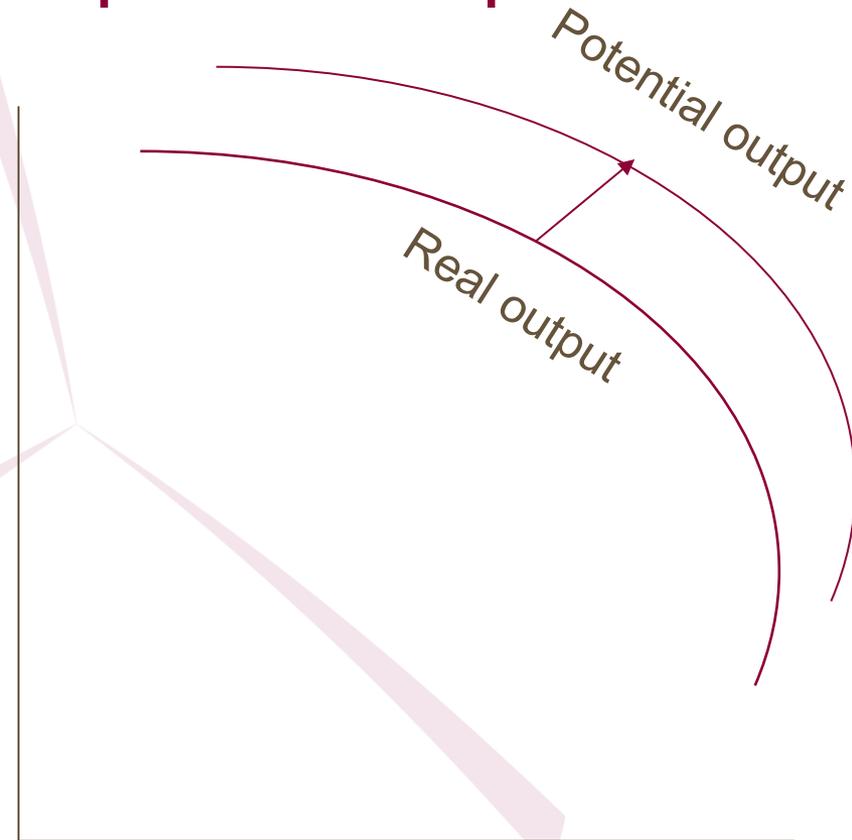


Véritables enjeux

Pour un pays en développement, l'enjeu véritable est de **déplacer l'output potentiel vers le haut** **courbe des possibilités de production**



Politique éco à CT



Politique éco à LT

Changer de perspective

Politique économique : ***Que produire ? Comment produire ? Pour qui produire ?.***

Politique économique d'un pays en développement : ***que savons-nous produire ?*** ou plus précisément ***comment élargir le spectre de ce que nous savons produire ?***

Discussion sur « l'impact des politiques économiques conjoncturelles sur la croissance » est au mieux secondaire et prématurée pour un pays n'ayant pas encore résolu ses problèmes structurels de développement.

Objectif majeur : augmenter les capacités de production de l'économie nationale (potential output).

Contraintes :

- faible productivité des facteurs de production,
- infrastructure insuffisante,
- désintégration des structures productives,
- faiblesse du contenu technologique,
- déficience de bonnes pratiques managériales,
- fonctionnement des institutions à optimiser,
- importance de l'informel.



De l'Etat stratège au Maroc

Capitaine d'équipe : Acteur dans la sphère marchande (investisseur et même gestionnaire).

Coach : Stratège. Établit des plans sectoriels et laisse l'initiative privée s'occuper de la sphère marchande, mais sous sa supervision.

Arbitre : Protège l'investissement et la propriété, la concurrence, la liberté de commerce et d'entreprise. Laisse le secteur privé s'occuper intégralement de la sphère marchande sans fixer de cap.

Objectif ambitieux

Faire du Maroc un pays émergent et rattraper son retard industriel et technologique

Le rôle de l'Etat coach ou stratège pose deux grandes questions aux décideurs :

- Comment doter les secteurs identifiés comme stratégiques en facteurs de production en quantité et en qualité suffisantes ?
- Comment et qui assurera la coordination entre les plans sectoriels ?

... et créera potentiellement deux grands problèmes :

- Dotation et Coordination par l'Etat peuvent s'avérer extrêmement coûteuses et inefficientes à mesure que le nombre de plans sectoriels augmente.
- Avancement de l'économie au rythme de la capacité de l'Etat coach à assurer pleinement et efficacement cette dotation et cette coordination.

Le passage d'un pallier de « ***potential output*** » à un autre suppose d'abord une modernisation du **cadre institutionnel** et des **relations contractuelles** régissant les rapports de production et de distribution de richesses. Les retombées économiques ne seront que la conséquence de ces choix.

Le développement est un phénomène ayant des origines institutionnelles, des manifestations économiques et des conséquences sociales.

Etat capitaine d'équipe (secteurs réellement stratégiques)

- Energies, grosses infrastructures et aménagement du territoire
- Etat investisseur (assure lui-même la dotation factorielle)
- Etat gestionnaire (assure lui-même la coordination et le suivi)

***Nouvelle
orientation de
l'Etat « coach »
au Maroc :
combinaison
entre Etat
« capitaine
d'équipe » et
Etat « Arbitre »***

Etat Arbitre (approche transversale à toute l'économie)

- Améliore le climat des affaires
- Protège la concurrence
- Modernise l'administration
- Protège la propriété et l'investissement
- Réforme la fiscalité



14^e colloque international des finances publiques sous le thème : Les grands défis des finances publiques au XXI^e siècle – novembre 2021

Quelle intervention des pouvoirs publics face aux défis économiques

Les finances publiques et le soutien à la croissance

NABIL ADEL

*Professeur de géopolitique et d'économie internationale et
Directeur du Groupe de Recherche en Géopolitique et Géoéconomie,
ESCA-Ecole de Management*